

## MOTION D'ACTUALITE SUR LA PALESTINE

---

Depuis 70 ans, 750.000 Palestiniens ont été chassés de leur pays et depuis 50 ans, la Palestine se trouve sous occupation militaire. A ce jour, aucun indice ne laisse entrevoir une fin prochaine à cette occupation et il n'est plus question de négociations de paix. Après 10 ans de blocus par air, terre et mer de la bande de Gaza, la population se trouve au bord du gouffre humanitaire. Cette répression collective est inadmissible.

Une fois de plus, une fois de trop, l'Etat d'Israël s'est rendu coupable d'un nouveau massacre dans les territoires occupés. Les militantes et militants de la FGTB tiennent à témoigner toute leur solidarité avec le peuple palestinien.

Une fois de plus, une fois de trop, l'Etat d'Israël a franchi un nouveau cap dans l'échelle de l'horreur meurtrière. Les récentes déclarations de l'ambassadrice israélienne en Belgique témoignent d'ailleurs d'une logique digne des pires régimes autoritaires de la planète. Car rien ne pourra jamais justifier des tirs sur des civils ni la mort d'enfants.

La FGTB condamne fermement la politique belliciste, oppressive et d'apartheid de l'Etat d'Israël et exige :

- la reconnaissance officielle de l'Etat palestinien par la Belgique;
- la fin de l'occupation des territoires palestiniens et de ses manifestations physiques et politiques (mur de séparation, colonies, blocus...);
- la fin de la colonisation ainsi que le retour aux frontières de 1967, en application des résolutions des Nations Unies;
- de couper tout lien économique avec les colonies illégales et l'occupation;
- au niveau européen, l'interdiction d'entrée de produits fabriqués dans l'illégalité dans les colonies ainsi que la remise en cause de tout accord avec Israël tant que celui-ci violera le droit international.

Les entreprises jouent un rôle central dans l'implantation, le maintien et l'extension des colonies israéliennes. Elles se doivent d'évaluer l'impact de leurs activités sur les droits de l'homme et d'initier les indispensables démarches afin d'éviter qu'elles n'aient une incidence négative sur les droits de l'homme en Palestine. Cela est confirmé par un rapport de l'ONU qui a passé au crible 206 entreprises pour déceler leurs liens avec la colonisation.

Le Congrès demande en outre à la FGTB d'exiger du syndicat israélien Histadrut de se distancier clairement de la politique menée actuellement par le gouvernement israélien. Histadrut doit être placé devant ses responsabilités au regard des principes, des valeurs et de l'engagement qu'on est en droit d'attendre d'une organisation membre de la Confédération Syndicale Internationale.

Le congrès demande la poursuite par la FGTB de la politique de construction de solidarités avec le syndicat palestinien PGFTU.